

Document

7,7 millions d'euros de stock-options pour le pdg de GDF-Suez (27.03)

lepoint.fr (source AFP) – 26.03.09

Tensions à GDF-Suez. Le versement de 1,13 million de stock-options à ses deux principaux dirigeants, une information révélée mercredi par le site MediaPart et confirmée ensuite par le groupe, a suscité la colère des salariés. En pleines négociations avec la direction sur le pouvoir d'achat et alors qu'elle "traîne des pieds", la CGT a appelé mercredi les salariés des terminaux méthanières GDF-Suez de Montoir-de-Bretagne en Loire-Atlantique et de Fos-sur-Mer dans les Bouches-du-Rhône à une grève reconductible qui a débuté depuis mercredi soir 21 heures.

"Trois navires devaient rentrer à partir de cet après-midi et jusqu'à lundi et nous avons décidé de ne pas les décharger. Nous ne délivrons plus non plus d'autorisations aux salariés d'EDF ou d'entreprises extérieures pour intervenir sur le site (...) Nous attendons les propositions de la direction", a lâché jeudi Robert Rozy, délégué CGT du personnel, soulignant qu'une assemblée générale des personnels est prévue jeudi pour décider des suites à donner à ce mouvement reconductible toutes les 24 heures. Des mouvements touchent déjà plusieurs secteurs du groupe GDF-Suez, notamment les salariés de Storengy, filiale de GDF-Suez, qui gère les centres de stockage souterrain du gaz, qui sont en grève depuis le 19 mars

Les stock-options qui ont tendu le climat ont été allouées le 12 novembre dernier. C'est à cette date que le conseil d'administration du géant gazier a accordé 830.000 stock-options au pdg du groupe, Gérard Mestrallet, et 300.000 à son vice-président, Jean-François Cirelli. "C'est la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. On a du mal à avaler ce genre d'annonce quand on n'arrête pas de nous parler de crise et d'impossibilité d'augmenter les salaires", s'est emporté Robert Rozy. Ces stock-options sont exerçables à partir de 2012 au cours de 32,75 euros par titre, soit plus que le cours actuel de l'action, fixé à 27,79 euros mercredi, à la clôture de la Bourse de Paris. Lors de leur attribution en novembre, les stock-options accordées à Gérard Mestrallet ont été estimées à 7,7 millions d'euros et celles versées à François Cirelli à 2,8 millions d'euros, selon MediaPart. GDF-Suez n'a pas contesté ces chiffres, mais a souligné que ceux-ci étaient purement "indicatifs", calculés en fonction des prévisions d'évolution du cours à moyen terme et à long terme.

L'État

premier

actionnaire

"Personne ne peut dire combien vont valoir ces stock-options. Pour l'instant, ils ne valent rien, car le cours de l'action est inférieur au prix d'exercice", a remarqué un porte-parole de GDF-Suez. Il a en outre souligné que leur exercice était soumis à "des conditions de performance très strictes". "GDF-Suez n'est pas une entreprise qui fait appel aux aides de l'État : on est plutôt un contributeur net", a-t-il fait valoir, précisant que le groupe avait "embauché 13.000 personnes en France en 2008" et allait en recruter "8.000 en 2009".

Le groupe énergétique a enregistré en 2008 un bénéfice net de 6,5 milliards d'euros, en hausse de 13 %. Il a fait savoir qu'il verserait un dividende de 4,8 milliards d'euros au titre de l'année 2008, dont une partie en actions. L'État français est son premier actionnaire, à hauteur de 35,7 %. **Nicolas Sarkozy a affirmé mardi qu'il ne devait pas y avoir "de parachutes dorés, de bonus, de distribution d'actions gratuites ou de stock-options** dans une entreprise qui reçoit une aide de l'État, qui met en oeuvre un plan social d'ampleur ou qui recourt massivement au chômage partiel".